Les organisations de retraité-es du groupe des neuf (CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES rejointes dans les Ardennes par l'UNSA) ont pris connaissance des propos tenus par M. Wauquiez, Président du groupe Droite Républicaine à l'Assemblée nationale, concernant la revalorisation des retraites de base en 2025, au titre du rattrapage de l'inflation 2024. Mr Wauquiez a affirmé en effet « qu'il y aura bien une revalorisation des retraites pour tous les retraité-es, de la moitié de l'inflation » dès janvier 2025 et qu'au 1er juillet interviendra « une deuxième revalorisation pour les retraites les plus modestes afin de les protéger intégralement de l'inflation. »

Il est pour le moins surprenant, voire inédit, que cette annonce n'émane pas du gouvernement ... Nous condamnons cette tentative de diviser les retraité-es, cette mesure pénaliserait toutes les retraites en se traduisant par une perte de pouvoir d'achat sur les 6 premiers mois de l'année, perte qui serait prolongée sur toute l'année 2025 et les années suivantes pour plus de 50 % d'entre eux, celles et ceux dont la pension dépasse le SMIC.

Cela se cumulerait aux pertes déjà subies par tous les retraités et retraitées depuis des années. Depuis janvier 2017, les pensions n'ont augmenté que de 13,6 % pour une inflation de 19,5 %. De plus, les retraités ont perdu l'équivalent de plus de 3 mois de pension et jusqu'à 4,5 mois pour celles et ceux qui ont subi l'augmentation de la CSG de 2018.

C'est une remise en cause du droit à la retraite, les articles L.161-23-1 et L161-25 du code de la Sécurité sociale stipulent que chaque année, la pension de base doit être revalorisée au 1er janvier à hauteur de l'inflation, ceci n'étant pas respecté. Pour les fonctionnaires retraités, c'est une atteinte au code des pensions civiles et militaires.

Les retraités et retraitées vivent de plus en plus mal avec les augmentations décidées par les gouvernements successifs et lors de la discussion au parlement sur le plan financement de la Sécurité Sociale (PLFSS). Mais on parle moins des exonérations de cotisations sociales qui étouffent la Sécurité Sociale et organisent son déficit pour crier ensuite au loup avec la petite musique actuelle sur la nécessité d'introduire une part de capitalisation dans notre système de retraite

Nous sommes toutes et tous conscient-es que derrière cette guerre, ce sont les politiques d'austérité qui s'en prennent à l'ensemble du salariat, aux services publics, à la santé et protection sociale.

Le coût de l'alimentation, de l'énergie et de la santé pèse sur une grande majorité de la population et les dépenses contraintes augmentent, notamment pour l'accès aux soins. Le coût des complémentaires santé, indispensables pour se soigner, explose et devient insupportable, notamment, pour les retraité-es. Plus de 30% de la population dont de nombreux retraités différent ou annulent leurs soins faute de moyens financiers. De plus en plus de retraité-es doivent choisir entre se nourrir, se chauffer - et/ou se soigner.

Pour les plus fragiles, qui sont en perte d'autonomie, l'EHPAD a un coût beaucoup plus élevé que les pensions pour la quasi-totalité des résident-es et le reste à charge à domicile conduit nombre de personnes à renoncer aux soins prescrits.

Le manque de médecins généralistes ou spécialistes, l'éloignement des lieux de soins augmente encore les coûts puisque faute de moyens de transports collectifs adaptés, il faut prendre sa voiture.

Une loi de programmation « grand âge » est sans cesse repoussée.

Cette année encore les entreprises ont été exonérées de cotisations sociales à hauteur de 73 M €, alors que les profits et dividendes explosent. Le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale vise les services publics, les retraites, les chômeurs, la santé, les salarié-es et les retraité-es. La

décision de sous-indexation ne pourrait qu'accélérer la paupérisation des retraité·es déjà programmée (rapport du COR, juin 2024).

Nos retraites ne sont pas une allocation sociale, revalorisées ou non au gré du gouvernement en place, mais un droit acquis par le travail avec nos cotisations sociales. Il y a la nécessité de sensibiliser les salarié·es, la jeunesse à ce combat car c'est aussi le leur.

Aussi nous exigeons :

La revalorisation de toutes les pensions de base a minima au niveau de l'inflation dès le 1 er janvier 2025 et le rattrapage des sommes perdues.

Pas une pension en-dessous du SMIC.

L'indexation des pensions sur le salaire moyen.

Le droit aux soins gratuits et à la santé ainsi qu'un grand service public national de l'autonomie.

Des services publics de proximité.